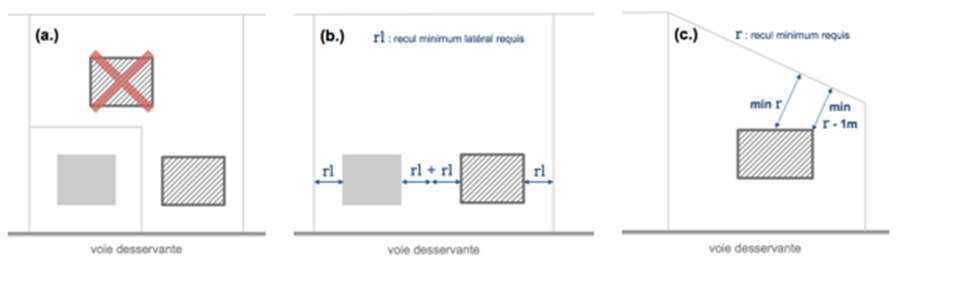
# Art. 5 Implantation des constructions

a) Les constructions principales (ainsi que des réaffectations de constructions existantes à des fins d’habitation) implantées en deuxième rangée par rapport à la même voie desservante sont interdites.

b) La distance à respecter entre deux constructions implantées sur une même propriété est calculée en additionnant les reculs latéraux requis pour chacune des constructions principales.

c) Lorsque la façade d'une construction se présente obliquement par rapport à la limite de propriété, le recul est mesuré à partir du milieu de la façade, perpendiculairement à la limite. Au point le plus rapproché, le recul ne peut pas être diminué de plus d'un mètre.



# Art. 6 Emplacements de stationnement

a) Les emplacements de stationnement requis sont interdits au-delà de 3 mètres de la façade arrière de la construction principale.

b) Pour tout logement, au moins la moitié des emplacements requis pour le stationnement automobile doit être réalisée dans une construction fermée (intégrée dans la construction principale ou réalisée sous forme de garage).

# Art. 7 Dépendances et autres constructions non principales

## Art. 7.1 Garages

a) Les garages doivent respecter les reculs minimum et la bande de construction définis pour les constructions principales.

b) La hauteur d’un garage est limitée à 3 mètres au point le plus haut, à calculer par rapport au terrain naturel.

## Art. 7.2 Carports

a) La surface maximale couverte des carports est limitée à 32m2 par parcelle. Si un carport accompagne un projet de nouvelle construction principale, cette surface maximale peut être augmentée en fonction du nombre de places de stationnement requises pour le projet, sur une base de 20m2 maximum par place de stationnement.

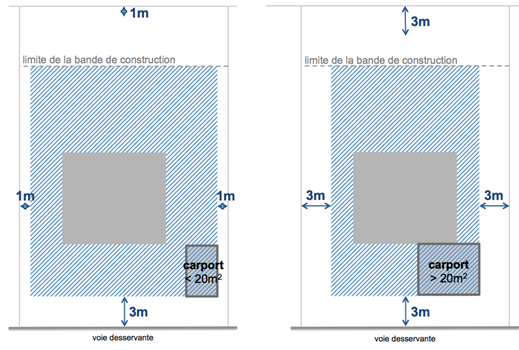
b) Les carports doivent être ouverts sur au moins trois côtés.

c) La hauteur des carports est limitée à 3 mètres au point le plus haut, à calculer par rapport au terrain naturel.

d) Les carports doivent respecter la bande de construction définie pour les constructions principales, ainsi que les reculs suivants:

* un recul avant d’au moins trois mètres;
* des reculs latéraux et arrière d’au moins un mètre pour les carports d’une surface couverte inférieure ou égale à 20m2 et d’au moins trois mètres si la surface est supérieure à 20m2.

Ils peuvent cependant être implantés en limite latérale s’ils viennent s’accoler à une construction existante.



## Art. 7.3 Autres dépendances

a) La surface hors œuvre cumulée des dépendances, hors garages et carports, est limitée à 20m2 par parcelle inférieure ou égale à 8 ares. Pour les parcelles supérieures à 8 ares, la surface maximale autorisée est augmentée de 6m2 par tranche de deux ares.

b) La hauteur des dépendances, hors garages et carports, est limitée à 3 mètres au point le plus haut, à calculer par rapport au terrain naturel.

c) Pour les dépendances, hors garages et carports, les reculs minima avant, latéraux et arrière suivants sont à respecter:

* un mètre, si la surface hors œuvre est inférieure ou égale à 16m2;
* trois mètres, si la surface hors œuvre est supérieure à 16m2.

Elles peuvent cependant être implantées en limite si elles viennent s’accoler à une construction existante.

## Art. 7.4 Piscines

Les piscines, installations techniques inclues, doivent respecter un recul arrière d’au moins cinq mètres et des reculs avant et latéraux d’au moins trois mètres.

## Art. 7.5 Ombrages et protections solaires

Les protections contre le soleil de type voiles d’ombrage sont autorisées dans les reculs latéraux et arrière des constructions principales, aux conditions suivantes:

* ne pas dépasser une surface couverte de plus de 20m2;
* être ouvertes sur tous les côtés, tout en pouvant être accolées à une façade;
* respecter des reculs d’au moins un mètre par rapport aux limites du terrain, pour les surfaces couvertes inférieures à 10m2, et d’au moins trois mètres pour les surfaces couvertes de plus de 10m2.

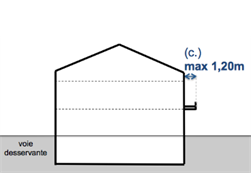
# Art. 8 Aspect des constructions et intégration dans leur environnement

a) Tout projet doit respecter une volumétrie simple. La surface totale des saillies en façade avant est limitée à 10% au maximum de la surface de la façade.

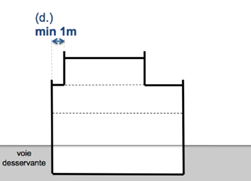
b) Les avant-corps et balcons ne peuvent dépasser les reculs prescrits pour la construction principale que dans le recul arrière.

c) La profondeur des éléments en saillie est limitée à 1,20 mètre.

Les balcons sont interdits sur la façade avant des constructions.



d) Les étages en retrait doivent respecter un recul minimum d’un mètre par rapport à la façade sur voie desservante.

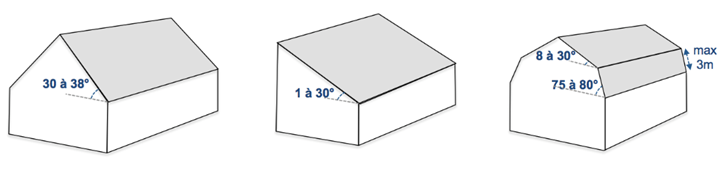


e) L’installation d’éléments techniques tels que des antennes ou récepteurs paraboliques, appareils de climatisation, est interdite sur les versants de toiture et sur les façades donnant sur le domaine public, sauf s’il s'agit du seul endroit permettant leur bon fonctionnement.

# Art. 9 Toitures

a) Toutes les formes de toiture sont autorisées. Pour les constructions principales, la pente des toitures à pente unique, à double pente en bâtière ou à double pente à la Mansart, doit se situer:

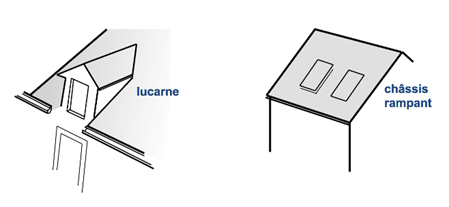
* pour les toitures en bâtière: entre 30° et 38°;
* pour les toitures à pente unique: entre 1° et 30°;
* pour les toitures à la Mansart: entre 75° et 80° pour la partie inférieure qui ne doit pas excéder 3 mètres, et entre 8° et 30° pour la partie supérieure.



b) Les toitures à double pente, en bâtière ou à la Mansart, sont à couvrir soit d’ardoises naturelles ou artificielles de couleur identique, soit de tuiles non luisantes dans les couleurs de la région. D’autres matériaux comme le zinc, l’aluminium, ou tout autre matériaux d’aspect similaire peuvent être admis notamment pour des constructions contemporaines.

c) Le dépassement de la corniche par rapport aux façades principales doit être compris entre 5 et 25cm, de même que le débordement de la toiture sur les murs pignons.

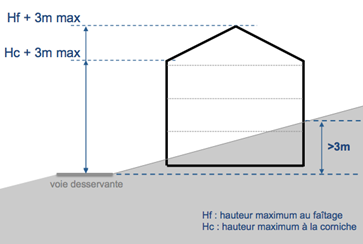
d) Seules les ouvertures de type lucarne et châssis rampant sont autorisées sur les toitures à pente, ainsi que l’aménagement de terrasses dans les toitures en façade arrière uniquement. La surface totale des ouvertures est limitée à 30% de la surface de la toiture, à calculer séparément pour chaque pan. La longueur cumulée des lucarnes ne peut dépasser la moitié de la longueur de la façade. Les lucarnes doivent rester au minimum à 50 cm en retrait par rapport à la façade.



# Art. 10 Terrains en pente

a) En cas de terrain à forte pente (Un terrain est considéré à forte pente lorsque la hauteur de la limite entre le terrain naturel et la façade arrière de la construction par rapport à la voie desservante est supérieure à 3 mètres.), les hauteurs à l’acrotère, à la corniche et au faîtage des constructions en amont de la voie desservante, définies dans les règles applicables par quartier, peuvent être augmentées de 3 mètres.

b) Les murs de soutènement des terrasses aménagées devant les constructions implantées sur des terrains à forte pente ne peuvent pas dépasser une hauteur de 2 mètres.



# Art. 11 Autorisation de lotissement

On entend par lotissement de terrains la répartition d’une ou de plusieurs parcelles en un ou plusieurs lots, telles que la division d’une parcelle en deux parcelles ou plus (morcellement), la réunion de parcelles en une ou plusieurs parcelles (regroupement), ou toute autre modification de limites de parcelles, en vue de leur affectation à la construction, qu’il s’agisse de parcelles bâtie(s) ou non bâtie(s).

a) À l’appui de la demande, le requérant doit indiquer le projet d’aménagement et de construction qu’il entend effectuer sur base du projet de lotissement. Une demande de lotissement doit être refusée:

* lorsque ledit projet d’aménagement et de construction ne peut pas être autorisé au regard de la réglementation urbanistique existante, notamment lorsqu’il a pour conséquence qu’au moins une des nouvelles parcelles n’est pas constructible;
* lorsqu’en présence d’une construction existante, le projet de lotissement a pour résultat que les prescriptions dimensionnelles de la construction existante sont contraires à la réglementation urbanistique existante.

b) Dans le cas d’un lotissement, la nouvelle configuration parcellaire doit garantir que la façade avant d’une construction principale sur voie desservante puisse avoir une largeur:

* en QE HAB-1:
  + pour une maison bifamiliale, d’au moins 8,5 mètres;
* en QE HAB-2:
  + pour une maison bifamiliale, d’au moins 8 mètres;
  + pour une maison plurifamiliale, d’au moins 10 mètres;
* en QE MIX-v:
  + pour une maison plurifamiliale, d’au moins 10 mètres.

# Art. 12 Dérogations

1. En cas de transformation d’une construction existante, de démolition avec reconstruction ou de nouvelle construction, le bourgmestre peut autoriser de déroger à certaines règles du quartier concerné et aux prescriptions communes, pour des raisons techniques et urbanistiques (dont la configuration et la topographie du terrain), historiques (caractéristiques de l’existant), ou de sécurité dûment justifiées.
2. Aucune dérogation ne peut être accordée concernant le type de construction autorisé par quartier (maisons isolées, jumelées ou en bande) ou le nombre d’unités de logement par bâtiment.
3. Les constructions accueillant des activités autres que l’habitat, pouvant inclure des pièces pour le séjour prolongé de personnes, peuvent être autorisées en seconde position, dans des conditions à fixer au cas par cas, sans préjudice de l’utilisation du sol des terrains limitrophes.
4. Pour toute construction située en tout ou partie en zone inondable, un niveau supplémentaire peut être autorisé, et la hauteur de la construction peut être adaptée en conséquence, pour permettre de répondre aux exigences de l’Administration de la gestion de l’eau.

DEFINITIONS

**Acrotère**

On entend par acrotère la remontée verticale encadrant la dalle d’une toiture-terrasse, d’une toiture plate ou d’une terrasse.

**Avant-corps**

On entend par avant-corps un élément architectural ou une partie d’une construction se trouvant en saillie par rapport à la façade. Un avant-corps est subordonné à la façade à laquelle il se rapporte. Il présente une surface inférieure à un tiers de la surface de la façade, toiture non comprise, et une saillie inférieure à 2 mètres.

**Balcon**

On entend par balcon une construction ouverte formée soit par une dalle ou par une plate-forme dépassant la façade d’un bâtiment, soit par une dalle ou par une plate-forme portée par une structure autoportante, ceinte d’un garde-corps et communiquant avec les pièces d’habitation adjacentes par une ou plusieurs portes ou portes fenêtres.

**Bande de construction**

On entend par bande de construction la partie du terrain à bâtir net sur laquelle les constructions abritant des pièces destinées au séjour prolongé de personnes peuvent être implantées. Cette bande est mesurée à partir de la limite cadastrale du terrain à bâtir net donnant sur la voie desservante.

**Car-port**

On entend par car-port toute construction ouverte sur au moins deux côtés, réalisée en principe en matériaux légers et servant exclusivement à abriter un ou plusieurs véhicules en stationnement.

**Changement du mode d’affectation**

Changement complet ou partiel de la destination d’une construction. Sont considérées comme destination d’une construction notamment les fonctions d’habitat, de commerce, d’artisanat, de service, d’industrie, d’agriculture et de service public.

**Comble**

On entend par comble le volume compris entre le dernier niveau plein et les pans de toiture en pente d’un bâtiment.

**Construction**

On entend par construction tout bâtiment, bâtisse, édifice ou ouvrage, ancré au sol, qu’il soit hors sol ou enterré.

**Construction principale/non principale**

On entend par construction principale toute construction comportant une ou plusieurs pièces destinées au séjour prolongé de personnes.

Une construction principale ne peut répondre à la définition de « dépendance » dont les fonctions sont subordonnées à celles de la construction principale (réserves, celliers, remises, abris de jardin, garages, abris à vélo, ateliers non professionnels, piscines, etc.).

**Dépendance**

On entend par dépendance tout volume accolé ou isolé, ni destiné au séjour prolongé de personnes, ni à une activité professionnelle comme notamment les abris de jardin, les garages et les car-ports.

**Domaine public**

Fonds servant à la viabilisation des terrains à bâtir, conformément aux articles 23 et 34 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l’aménagement communal et le développement urbain.

**Étage en retrait**

On entend par étage en retrait le niveau dont le plan d’au moins une façade est en retrait par rapport à celui du niveau situé en dessous.

**Faîte/Faîtage**

On entend par faîte ou faîtage la ligne d’intersection des deux versants d’une toiture dont les pentes sont opposées ou encore le segment le plus élevé d’une toiture à une pente.

**Hauteur à la corniche**

On entend par hauteur à la corniche la différence d’altitude entre l’axe de la voie desservante et le point d’intersection entre le plan extérieur de la façade (isolation et revêtement inclus) et le plan extérieur de la toiture (couverture incluse), mesurée au milieu de la façade de la construction principale donnant sur la voie desservante et perpendiculairement à l’axe de la voie desservante, sauf si le PAP en dispose autrement.

Lorsqu’une construction est composée de plusieurs volumes, la hauteur à la corniche est mesurée individuellement pour chaque volume. Lorsque la hauteur d’une construction n’est pas la même sur toute la longueur de la construction, la hauteur la plus importante est à prendre en considération.

**Hauteur à l’acrotère**

On entend par hauteur à l’acrotère la différence d’altitude entre l’axe de la voie desservante et le plan supérieur (isolation et revêtement inclus) de l’acrotère, mesurée au milieu de la façade de la construction principale donnant sur la voie desservante et perpendiculairement à l’axe de la voie desservante, sauf si le PAP en dispose autrement.

Lorsqu’une construction est composée de plusieurs volumes, la hauteur à l’acrotère est mesurée individuellement pour chaque volume. Lorsque la hauteur d’une construction n’est pas la même sur toute la longueur de la construction, la hauteur la plus importante est à prendre en considération.

**Logement**

On entend par logement un ensemble de locaux destinés à l’habitation, formant une seule unité et comprenant au moins une pièce de séjour, une niche de cuisine et une salle d’eau avec WC.

**Logement intégré**

On entend par logement intégré un logement faisant partie d’une maison de type unifamilial et appartenant au propriétaire du logement principal. Le logement ne peut être destiné qu’à la location et doit être subordonné en surface au logement principal.

**Lot**

On entend par lot une unité de propriété foncière projetée et non encore répertoriée par le cadastre.

**Lotissement**

On entend par lotissement de terrains, la répartition d’une ou de plusieurs parcelles en un ou plusieurs lots, en vue de leur affectation à la construction.

**Maison bifamiliale**

On entend par maison bifamiliale une construction servant au logement permanent et comprenant deux unités de logement.

**Maison en bande**

On entend par maison en bande toute construction faisant partie d’un ensemble de minimum trois maisons accolées.

**Maison jumelée**

On entend par maison jumelée toute construction faisant partie d’un ensemble de deux maisons accolées.

**Maison plurifamiliale**

On entend par maison plurifamiliale une construction servant au logement permanent et comprenant plus de deux unités de logement.

**Maison unifamiliale**

On entend par maison unifamiliale une construction servant au logement permanent et comprenant en principe une seule unité de logement. Un seul logement intégré supplémentaire y est admis.

**Niveau naturel du terrain**

On entend par niveau naturel du terrain le niveau du terrain avant les travaux de déblaiement, de remblaiement, de nivellement, d’assainissement ou d’aménagement extérieur.

**Nombre d’étages**

On entend par nombre d’étages le nombre de niveaux au-dessus du rez-de-chaussée.

**Nombre de niveaux**

On entend par nombre de niveaux, le nombre d’espaces entre planchers et plafonds. Les niveaux en sous-sol ne sont pas pris en compte.

**Niveau en sous-sol/hors-sol**

Est considéré comme niveau en sous-sol, tout niveau dont au moins la moitié du volume construit brut est sis en dessous du terrain naturel.

**Niveau plein**

On entend par niveaux pleins, les niveaux situés entre le niveau du terrain naturel et la ligne de corniche ou de l’acrotère. Si un niveau est partiellement enterré par rapport au terrain naturel, ce dernier est à considérer comme niveau plein si au moins la moitié de son volume est situé au-dessus du niveau du terrain naturel.

**Parcelle**

On entend par parcelle une unité de propriété foncière répertoriée par le cadastre et précisément délimitée.

**Pièces destinées au séjour prolongé de personnes**

Sont considérées comme pièces destinées au séjour prolongé de personnes notamment les pièces de séjour, de jeux et de travail, les chambres à coucher et salles d’eau.

Sont également considérées comme pièces destinées au séjour prolongé de personnes, notamment les bureaux, les surfaces de vente et les ateliers.

**Profondeur de construction**

On entend par profondeur de construction soit la distance mesurée entre la façade avant et la façade arrière, soit la distance mesurée entre les deux façades opposées les plus rapprochées l'une de l'autre, au niveau comportant la surface construite brute la plus importante. Dans le cas de constructions composées de deux ou plusieurs corps de bâtiment, la profondeur de construction est mesurée séparément pour chacun d’entre eux.

**Recul**

Le recul constitue la distance entre la construction ou la surface constructible et la limite du lot ou de la parcelle, respectivement la limite de la zone destinée à rester libre.

Le recul est mesuré au milieu de la construction à partir de la façade finie (isolation incluse, sauf en cas d’assainissement énergétique), perpendiculairement à la limite parcellaire ou du lot.

**Saillie**

Élément débordant par rapport à un autre. On distingue:

* les saillies fixes, notamment les enseignes, corniches, acrotères, auvents, balcons et
* les saillies mobiles, notamment les volets, battants de porte, marquises de devanture.

**Surface construite brute**

On entend par surface construite brute la surface hors œuvre obtenue d’un bâtiment et des dépendances en additionnant la surface de tous les niveaux. Seules les surfaces non aménageables en sous-sol ou partiellement en sous-sol et sous combles ne sont pas prises en compte.

Les surfaces non closes, notamment les loggias, les balcons et les car-ports, ne sont pas prises en compte pour le calcul de la surface construite brute.

**Surface hors œuvre**

Est à considérer comme surface hors œuvre, la surface de plancher mesurée au nu extérieur des murs de pourtour, l’isolation thermique et le parachèvement compris. Sont à exclure du calcul les constructions ne formant pas de plancher, dont les pylônes, canalisations, ouvrages de stockage tels que les citernes et les silos ainsi que les auvents. Sont également à exclure, les modénatures tels que les acrotères, bandeaux, corniches ou marquises ainsi que les rampes et les escaliers extérieurs.

En cas d’assainissement énergétique, la couche isolante supplémentaire de même que le nouveau parachèvement extérieur ne seront pas pris en compte.

**Surface aménageable/non aménageable**

Pour établir si une surface est non aménageable, il convient d’appliquer les critères suivants:

a. hauteur des locaux:

Les surfaces, dont la hauteur sous plafond est inférieure à 1,80 mètres, sont considérées comme surfaces non aménageables.

b. affectation des locaux:

Les locaux techniques qui sont exclusivement affectés au fonctionnement technique de l’immeuble sont à considérer comme surfaces non aménageables.

Sont également à considérer comme surfaces non aménageables, les espaces de circulation, dont les garages, les cages d’escalier et les cages d’ascenseur, les dépôts ainsi que les caves individuelles des constructions collectives ne comportant pas d’ouverture sur l’extérieur.

Par contre, est considéré comme aménageable tout local où peut s’exercer une activité quelconque, telle que les buanderies, ateliers, vestiaires, cantines, réserves commerciales, restaurants, salles de réunion, salles de cinéma et salles d’ordinateurs.

c. Solidité et géométrie des locaux:

Sont à considérer comme non aménageables les locaux dont les planchers ne peuvent supporter des charges supérieures à 1,5 kN/m2 ou en raison de l’encombrement de la charpente ou d’autres installations.

Ces critères ne sont pas cumulatifs.

**Terrain à bâtir net**

On entend par terrain à bâtir net tous les fonds situés en zone urbanisée ou destinée à être urbanisée déduction faite de toutes les surfaces privées et publiques nécessaires à sa viabilisation.

**Terrasse**

On entend par terrasse une surface stabilisée à l’air libre, non close, communiquant avec les pièces d’habitation adjacentes par une ou plusieurs portes ou portes fenêtres. On distingue:

* la terrasse accolée à un bâtiment;
* la terrasse aménagée sur la surface résultant du retrait d’un étage par rapport à l’étage inférieur;
* le toit-terrasse aménagé sur une toiture plate accessible.

**Transformation d’une construction**

Travaux qui ont pour conséquence d’altérer les structures portantes, respectivement le gros-œuvre et l’aspect extérieur des constructions.

**Travaux de remblai et de déblai**

Modification apportée au niveau d’un terrain, dépassant soit une différence de hauteur de 1,00 m, soit un mouvement de terrain supérieur à 10 m3.

**Voie carrossable**

Voie ou place publique ou privée et ouverte au public, entièrement ou temporairement accessible aux véhicules motorisés.

**Voie desservante**

On entend par voie desservante toute voie carrossable, publique ou privée, qui donne accès à une parcelle ou un lot.

**Voie publique**

On entend par voie publique les voies appartenant à l’État ou à une commune qui font partie du domaine public.